

## Les préoccupations sécuritaires diminuent, mais la plupart des Tunisiens échangeraient certaines libertés pour plus de sécurité

Dépêche No. 300 d'Afrobaromètre | Youssef Meddeb

### Résumé

Depuis sa révolution démocratique en 2010/2011, un certain nombre d'attaques violentes ont perturbé la traditionnelle tranquillité de la Tunisie. Deux assassinats politiques en 2013 (Al Jazeera, 2013) ont été suivis en 2015 par des attaques de l'État Islamique (EIL) au Musée Bardo, une station balnéaire de Sousse, et au centre-ville de Tunis, tuant 72 personnes (BBC News, 2017). En 2016, des combattants de l'EIL cherchant à établir un « émirat » dans le Sud de la Tunisie ont tué 18 membres des services de sécurité et des civils avant d'être repoussés (Arab Weekly, 2019).

Une période de calme relatif s'est terminée en octobre dernier par un attentat suicide qui a blessé 15 personnes, principalement des policiers (BBC News, 2018). Le pays reste en état d'urgence imposé en 2015 et prorogé à nouveau en avril 2019 (Business News, 2019) dans un climat de tensions politiques à la veille des élections de fin d'année et de protestations intermittentes contre les politiques économiques du gouvernement (Middle East Monitor, 2019a, 2019b). Les Tunisiens qui sont partis combattre avec l'EIL et qui sont retournés depuis lors (Meko, 2018) posent un problème de sécurité supplémentaire.

Dans ce contexte, comment les Tunisiens ordinaires perçoivent-ils leur sécurité personnelle et publique?

Les résultats de la dernière enquête Afrobaromètre montrent que si la sécurité est une question importante pour les Tunisiens, beaucoup moins de citoyens la considèrent comme une priorité absolue qu'en 2015. Peu de Tunisiens pensent que leur sécurité personnelle contre la criminalité et la violence s'est améliorée, et la plupart disent que le gouvernement fait un mauvais travail de réduction de la criminalité. Mais la plupart font confiance à l'armée pour protéger le pays contre les menaces externes et internes à la sécurité, et la plupart sont prêts à sacrifier certaines libertés personnelles au nom de la sécurité.

Une majorité de citoyens veulent que les Tunisiens qui ont combattu aux côtés de l'EIL fassent face à des poursuites juridiques.

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau panafricain de recherche non partisan qui mène des enquêtes sur les attitudes du public concernant la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans les pays africains. Six séries d'enquêtes ont été menées dans 37 pays entre 1999 et 2015, et les résultats de la Série 7 (2016/2018) sont actuellement diffusés. Afrobaromètre mène des entrevues en personne dans la langue de son choix avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobaromètre en Tunisie, dirigée par One to One for Research and Polling, a interviewé 1.200 adultes tunisiens en avril-mai 2018. Un échantillon de cette taille donne des

résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes antérieures ont été menées en Tunisie en 2013 et 2015.

## Résultats clés

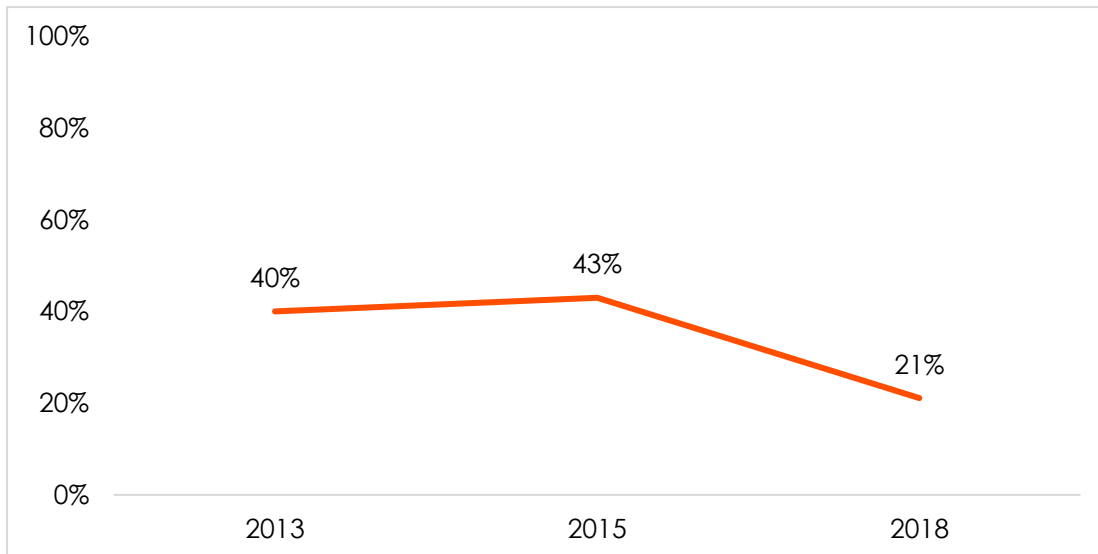
- La criminalité et la sécurité figurent au quatrième rang des problèmes les plus importants que les Tunisiens souhaitent voir régler par leur gouvernement, mais la proportion de citoyens qui considèrent qu'il s'agit d'un problème prioritaire a diminué de moitié depuis 2015, passant de 43% à 21%.
- Quatre Tunisiens sur 10 (42%) déclarent s'être sentis en danger dans leur quartier au moins « plusieurs fois » au cours de l'année précédente, soit une légère hausse par rapport à 2013 (38%). Un répondant sur sept (14%) disent craindre la criminalité à la maison, ce qui représente une amélioration importante par rapport à 2013 (37%).
- Six Tunisiens sur 10 (61%) déclarent que le gouvernement fait un mauvais travail pour réduire la criminalité – une amélioration de l'évaluation des citoyens par rapport à 2013 (73%).
- La plupart des Tunisiens disent que les forces armées « souvent » ou « toujours » protègent le pays des menaces sur le plan sécuritaire (83%) et sont professionnelles et respectueuses des droits de tous les citoyens (78%). Une bien plus petite majorité (57%) disent qu'ils reçoivent la formation et l'équipement dont ils ont besoin pour être efficaces.
- Pour garantir la sécurité publique, une majorité de Tunisiens disent que le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et mettre en place des barrages routiers spéciaux (79%), réglementer ce qui est dit dans les lieux de culte (74%), et surveiller les communications privées (53%).
- Près des deux tiers des Tunisiens affirment que les citoyens qui ont combattu aux côtés de l'EILL devraient faire face à des sanctions juridiques comme un procès (34%), l'exécution (20%), ou la prison (11%), tandis qu'environ un quart (27%) disent qu'ils devraient être réhabilités.

## Problèmes de sécurité en Tunisie

Malgré l'état d'urgence persistant du pays, les Tunisiens semblent moins préoccupés par la sécurité qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. Lorsqu'on leur demande ce qu'ils considèrent comme les problèmes les plus importants que le gouvernement devrait régler, environ un citoyen sur cinq (21%) cite la criminalité et la sécurité parmi ses principales priorités, un peu moins que la priorité accordée à la sécurité dans les enquêtes Afrobaromètre en 2015 (43%) et en 2013 (40%) (Figure 1).

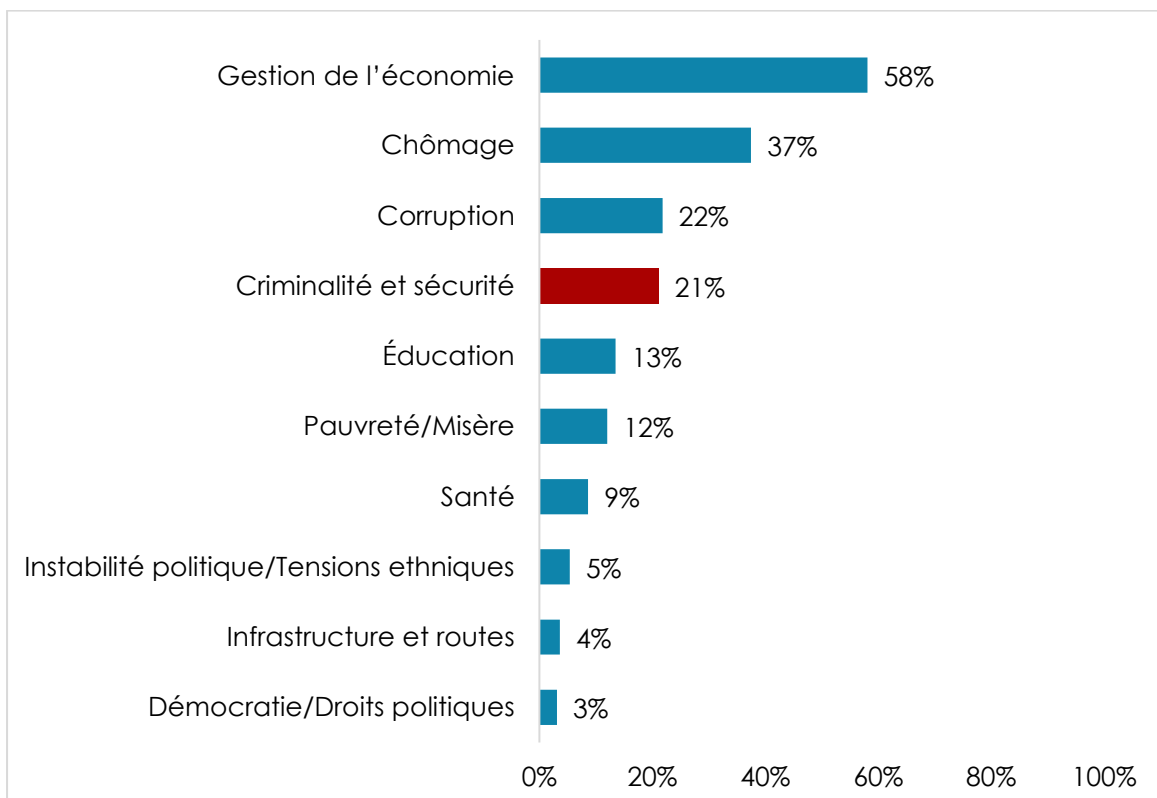
La criminalité et la sécurité sont passées de la deuxième place parmi les préoccupations des Tunisiens en 2015 à la quatrième en 2018, après la gestion de l'économie (mentionnée par 58% des répondants), le chômage (37%), et la corruption (22%) (Figure 2).

**Figure 1: Criminalité et sécurité comme problème le plus important** | Tunisie  
 | 2013-2018



**Question posée aux répondants:** À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (La figure montre le pourcentage de répondants qui citent la criminalité et la sécurité comme l'un des trois problèmes les plus importants.)

**Figure 2: Les problèmes les plus importants que le gouvernement devrait résoudre**  
 | Tunisie | 2018



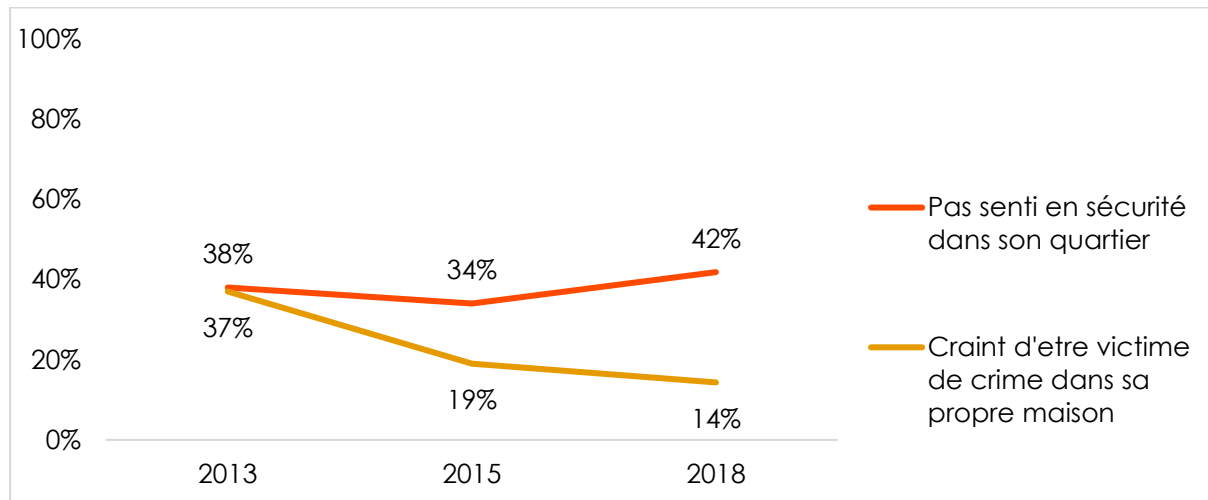
**Question posée aux répondants:** À votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Jusqu'à trois réponses par répondant ont été enregistrées.)

### Sécurité personnelle et expérience avec la violence

En ce qui concerne la sécurité personnelle, quatre Tunisiens sur 10 (42%) déclarent qu'ils se sont sentis en danger dans leur quartier « plusieurs fois » ou « toujours » au cours de l'année précédente, soit une légère augmentation par rapport à 2013 (38%). Par ailleurs, seulement un répondant sur sept (14%) disent craindre la criminalité chez lui au moins « plusieurs fois », ce qui représente une amélioration de 23 points de pourcentage par rapport à 2013 (37%) (Figure 3).

Seulement un quart (25%) des Tunisiens affirment que leur sécurité personnelle contre la criminalité et la violence s'est améliorée par rapport à « il y a quelques années », tandis que sept sur 10 disent qu'elle s'est aggravée (38%) ou qu'elle est demeurée la même (32%) (Figure 4).

**Figure 3: Insécurité dans le quartier et à la maison | Tunisie | 2013-2018**



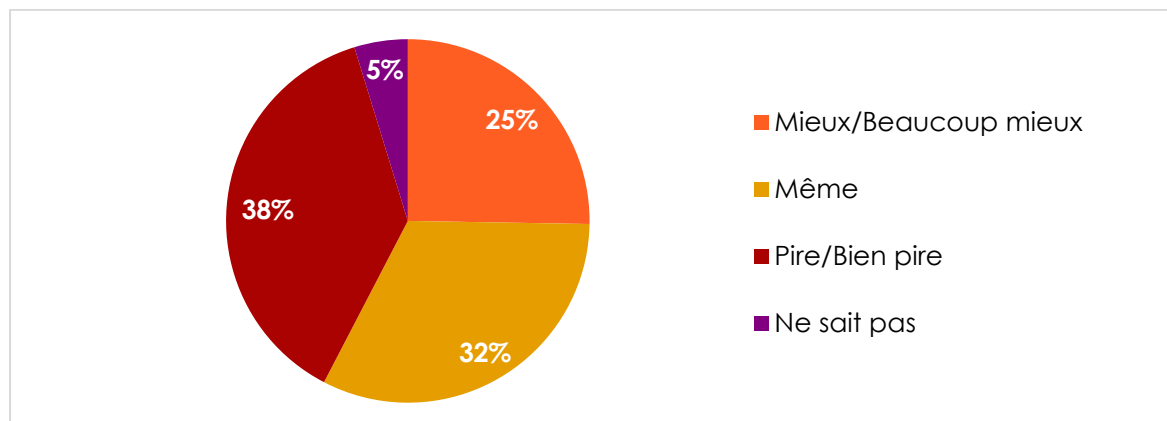
**Questions posées aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille:

Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?

Avez craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

(% qui disent « plusieurs fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

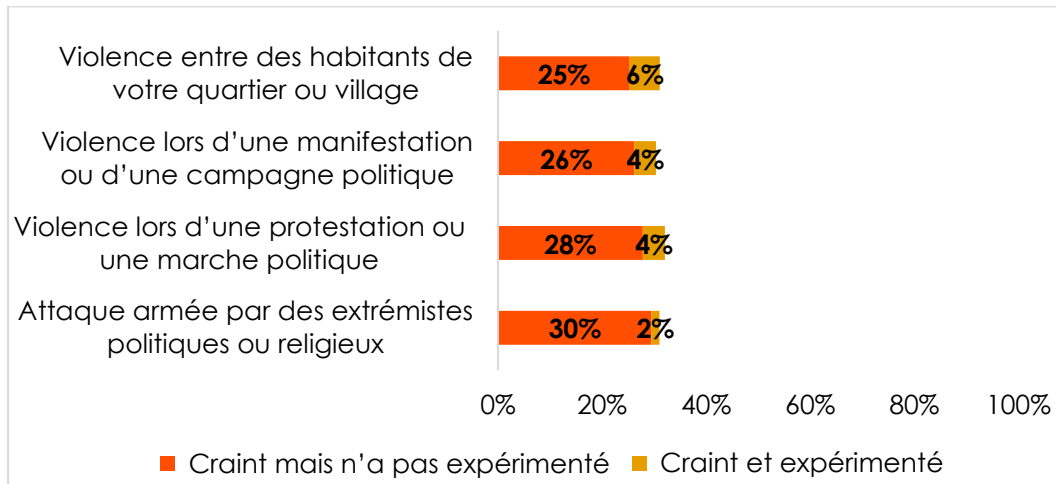
**Figure 4: Sécurité personnelle par rapport à il y a quelques années | Tunisie | 2018**



**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

Afrobaromètre a également cherché à savoir si les Tunisiens avaient connu ou craint la violence dans divers contextes. Environ une personne sur 20 ou moins affirment avoir été victime de violence dans son quartier (6%), lors d'un rassemblement politique (4%), lors de manifestations ou de marches publiques (4%), ou lors d'attaques d'extrémistes politiques ou religieux (2%). Environ trois sur 10 (de 30% à 32%) disent craindre la violence dans chacun de ces milieux (Figure 5).

**Figure 5: Crainte ou violence subie | Tunisie | 2018**



**Question posée aux répondants:** Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

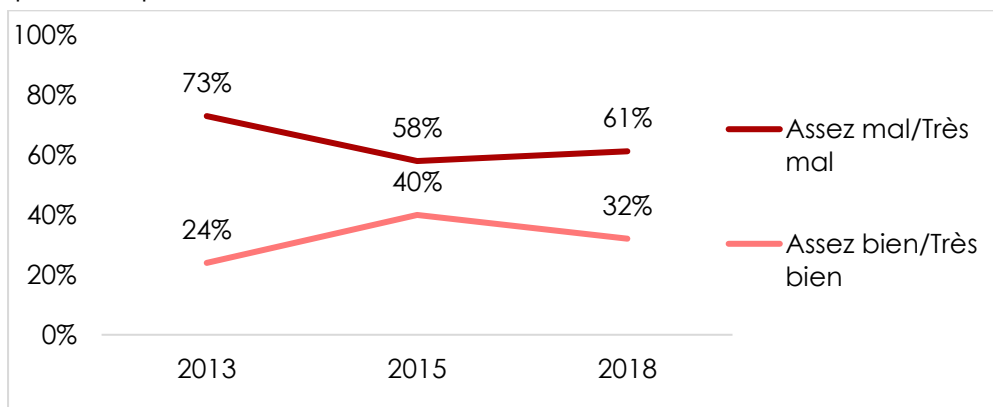
### Rendement de l'état en matière de sécurité

Seulement un tiers (32%) des Tunisiens disent que le gouvernement réussit « assez bien » ou « très bien » à réduire la criminalité (Figure 6). Six sur 10 (61%) décrivent le rendement du gouvernement comme étant « assez » ou « très » mauvais, bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport à 2013 (73%).

Toutefois, sept Tunisiens sur 10 (71%) pensent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » que la police interviendra lorsqu'ils signaleront un crime (Figure 7).

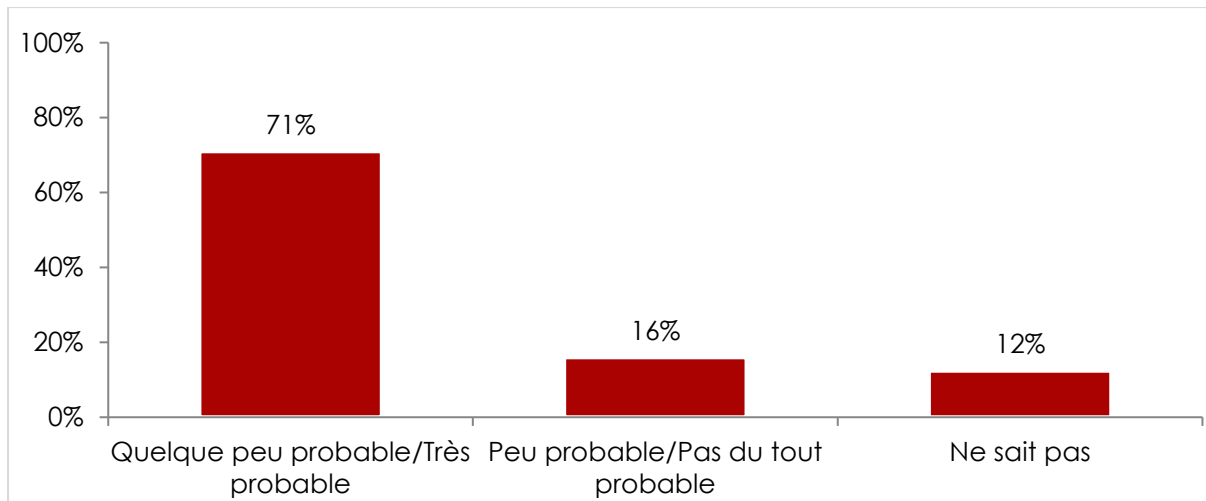
**Figure 6: La performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité**

| Tunisie | 2013-2018



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

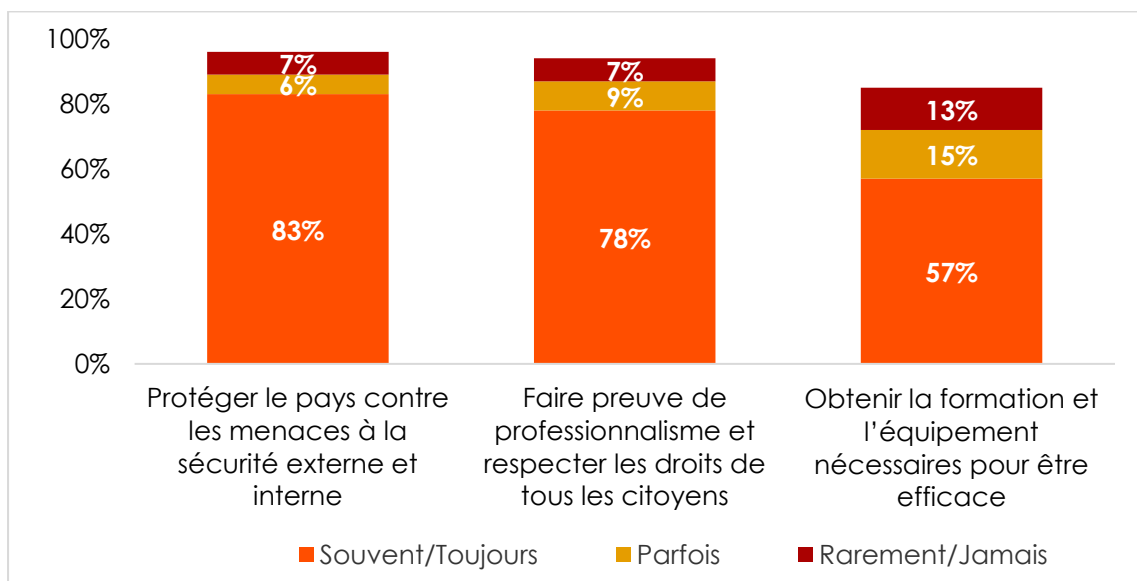
**Figure 7: Réactivité de la police aux crimes signalés | Tunisie | 2018**



**Question posée aux répondants:** *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique, pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit?*

Les citoyens accordent aux militaires des notes élevées pour leur performance en matière de sécurité du pays. Plus de huit sur 10 (83%) disent que les forces armées « souvent » ou « toujours » protègent le pays contre les menaces externes et internes à la sécurité, et plus des trois quarts (78%) disent « souvent » ou « toujours » agir de façon professionnelle et respecter les droits de tous les citoyens. Mais une bien plus petite majorité (57%) des citoyens affirment que les forces armées reçoivent « souvent » ou « toujours » la formation et l'équipement dont elles ont besoin pour être efficaces (Figure 8).

**Figure 8: Perceptions des forces armées | Tunisie | 2018**



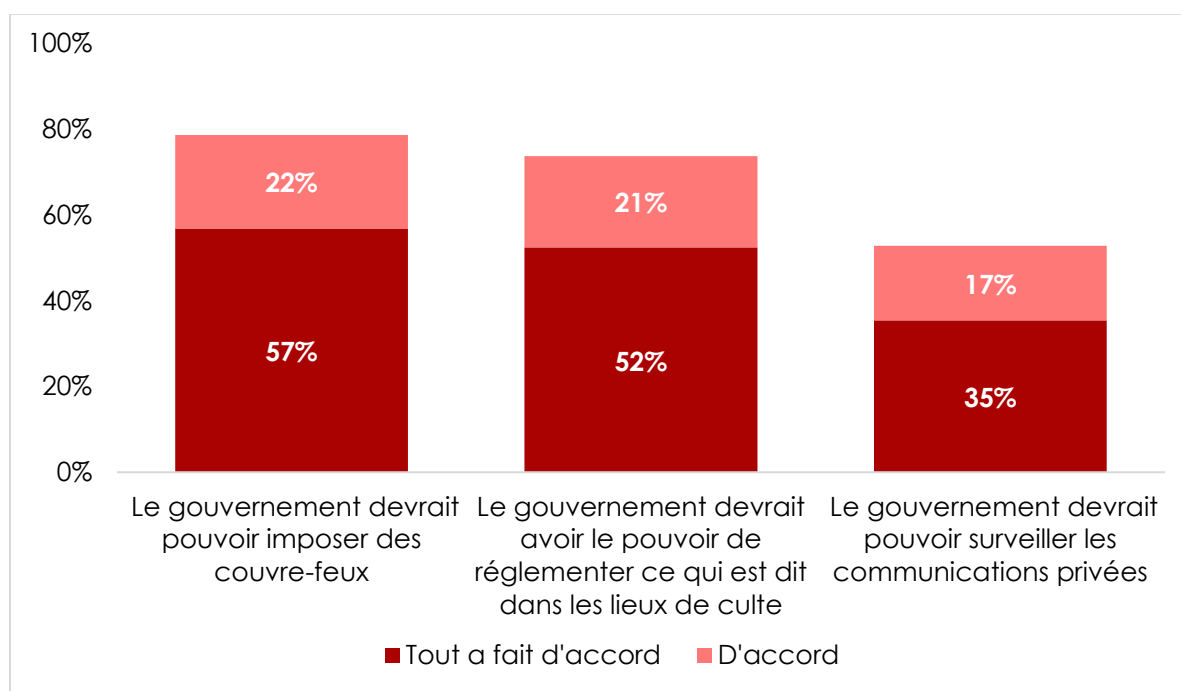
**Question posée aux répondants:** *A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays: Protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes? Reçoivent-elles la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces? Travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?*

## Les Tunisiens acceptent-ils moins de liberté au nom de la sécurité?

Même si les préoccupations des citoyens à l'égard de la sécurité ont quelque peu diminué par rapport à 2015, une majorité de Tunisiens semblent disposées à accepter certaines limites aux libertés individuelles en échange de la sécurité publique (Figure 9). Plus des trois quarts (79%) des personnes interrogées affirment que si la sécurité publique est menacée, le gouvernement devrait être en mesure d'imposer des couvre-feux et de mettre en place des obstacles spéciaux pour empêcher les gens de se déplacer. De même, 74% sont d'accord pour que le gouvernement ait le droit de réglementer ce qui est dit dans les lieux de culte si la sécurité publique est menacée.

Le soutien à la surveillance des communications privées par le gouvernement est beaucoup moins fort, mais une majorité (53%) affirment qu'il devrait être en mesure de surveiller les téléphones mobiles et les autres communications pour s'assurer que les gens ne complotent pas d'actes de violences.

**Figure 9: Liberté contre sécurité | Tunisie | 2018**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

*Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.*

*Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.*

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

*Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.*

*Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.*

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

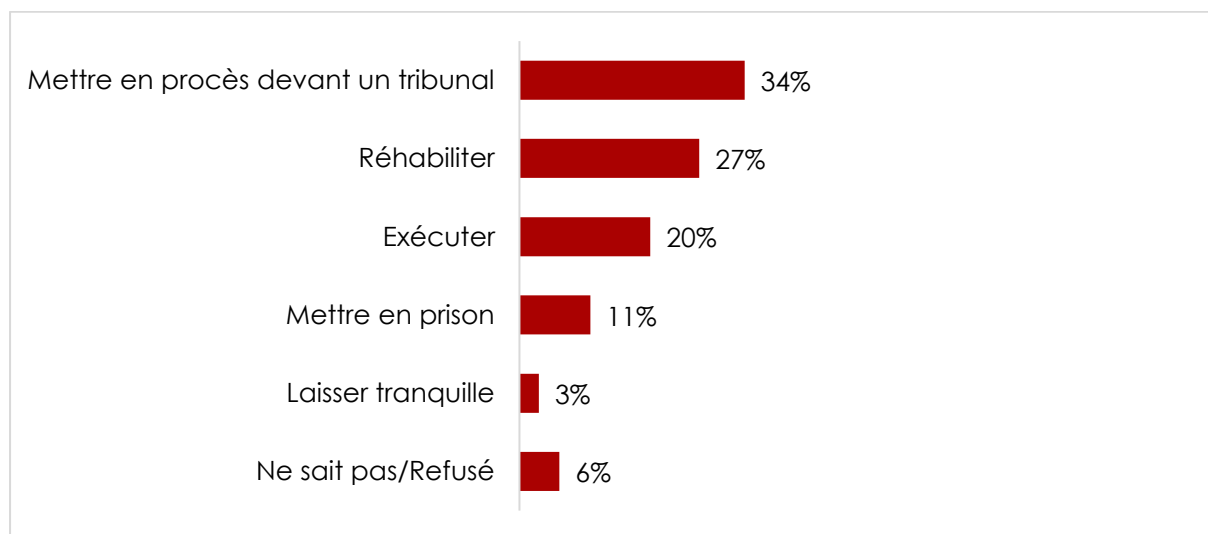
*Affirmation 1: Le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence.*

*Affirmation 2: Les gens devraient avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent.*

## Meilleure façon de traiter les Tunisiens qui ont combattu avec l'EIL

En 2017, environ 6.000 Tunisiens ont quitté le pays pour rejoindre l'État Islamique (EIL) (Bremmer, 2017). Alors que le groupe terroriste s'effondrait, bon nombre d'entre eux sont rentrés chez eux et sont considérés comme un risque potentiel pour la sécurité (Meko, 2018; Mintner, 2019). Lorsqu'on leur demande comment le gouvernement devrait traiter ces combattants de retour, près des deux tiers des Tunisiens disent qu'ils devraient faire face à des conséquences juridiques, allant d'un procès devant les tribunaux (34%) ou d'une peine d'emprisonnement (11%) à l'exécution (20%). Environ un quart (27%) des répondants disent qu'ils devraient être réhabilités, tandis que seulement 3% disent qu'il devrait être « laissé tranquille » (Figure 10).

**Figure 10: Comment traiter ceux qui ont combattu avec l'EIL? | Tunisie | 2018**



**Question posée aux répondants:** À votre avis, comment notre gouvernement devrait-il traiter les Tunisiens qui reviennent au pays après avoir combattu aux côtés de l'État Islamique (EIL)?

## Conclusion

L'enquête la plus récente menée par Afrobaromètre suggère que les Tunisiens sont moins préoccupés par la sécurité aujourd'hui qu'ils ne l'étaient pendant l'année violente de 2015. Néanmoins, la question de la criminalité et de la sécurité reste une question prioritaire pour les citoyens, et seulement un quart des Tunisiens pensent que leur sécurité personnelle s'est améliorée. Cependant, la plupart des Tunisiens accordent une grande importance aux militaires pour ce qui est de la protection du pays, et la plupart d'entre eux accepteraient de limiter leur liberté de mouvement, leur droit à la communication privée, et leur liberté religieuse pour contribuer à assurer la sécurité publique.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).



## References

- Al Jazeera. (2013). Who killed Tunisia's Chokri Belaid? 12 September.  
<https://www.aljazeera.com/indepth/features/2013/09/201394183325728267.html>.
- Arab Weekly. (2019). Tunisian security forces stymie jihadists' effort to forge new 'emirate.' 5 January. <https://thearabweekly.com/tunisian-security-forces-stymie-jihadists-effort-forge-new-emirate>.
- BBC News. (2017). Tunisia profile – timeline. A chronology of key events. 1 November.  
<https://www.bbc.com/news/world-africa-14107720>.
- BBC News. (2018). Tunis attack: Woman blows herself up in Tunisia.  
<https://www.bbc.com/news/world-africa-46017905>.
- Bremmer, I. (2017). The top 5 countries where ISIS gets its foreign recruits. 14 April.  
<http://time.com/4739488/isis-iraq-syria-tunisia-saudi-arabia-russia/>
- Business News. (2019). BCE: Nouvelle prorogation de l'état d'urgence en Tunisie. 5 April.  
<http://www.businessnews.com.tn/bce-nouvelle-prorogation-de-letat-durgence-en-tunisie,520,86835,3>.
- Meko, T. (2018). Now that the Islamic State has fallen in Iraq and Syria, where are all its fighters going? Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/world/isis-returning-fighters/>.
- Middle East Monitor. (2019a). Tunisia protests against 'government policies.' 5 April.  
<https://www.middleeastmonitor.com/20190405-tunisia-protests-against-government-policies/>.
- Middle East Monitor. (2019b). Hundreds of Tunisia farmers, fishermen protest high prices outside parliament. 11 April. <https://www.middleeastmonitor.com/20190411-hundreds-of-tunisia-farmers-fishermen-protest-high-prices-outside-parliament/>.

**Youssef Meddeb** est le directeur général de One to One for Research and Polling, le partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Email: [youssef.meddeb@121polling.com](mailto:youssef.meddeb@121polling.com).

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contactez Félix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Dépêche No. 300 d'Afrobaromètre | 21 mai 2019